

COVID
SIGNPOST
200 DAYS



PERSPECTIVE RÉGIONALE

Colombie britannique



Canadian
Urban
Institute

Institut
Urbain du
Canada

INTRODUCTION

Le rapport **COVID Signpost 200** présente une vue d'ensemble de la manière dont la COVID est en train de transformer la vie dans les villes canadiennes à l'approche des 200 jours de crise. Il s'appuie sur des données de santé publique et d'enquête, des recherches et des idées provenant de leaders d'opinion, en s'appuyant sur les conclusions du rapport **Signpost 100** publié en juin 2020.

Cette **Perspective régionale** fait partie de sept études qui examinent en profondeur comment les tendances et les changements révélés par le rapport Signpost 200 se sont manifestés dans les différentes régions du pays, et ce que cela signifie alors que nous regardons vers l'avenir dans cette période d'incertitude et d'anxiété, mais aussi d'objectifs collectifs en milieu urbain au Canada.

**COLOMBIE
BRITANNIQUE**

13,5%
DE LA POPULATION
DU CANADA

5,6%
DE CAS
DU CANADA

TABLEAU DE BORD DE SIGNPOST 200

Nombre de cas et de décès liés à la COVID-19 : Régions et grandes villes

	Nombre de cas	Nombre de cas par tranche de 100 000	Nombre de décès	Nombre de décès par tranche de 100 000	Nombre de cas par jour, 100 premiers jour	Nombre de cas par jour, 100 derniers jours
Canada	146,663	390.2	9,234	24.6	1,002	464
BC	8,304	163.8	227	4.5	28	55
Vancouver	1819	288.1	77	12.2	5	10
Victoria	20	23.3	1	1	<1	<1

Une sélection d'indicateurs clés¹

	%	Canada	BC	Vancouver	Victoria
Notre façon de vivre	Un membre du ménage a présenté des symptômes de la COVID	11	12	13	16
	La COVID a eu un « impact considérable » sur le ménage	22	21	21	19
	Le paiement du loyer ou de l'hypothèque a été affecté	18	22	24	17
Notre façon de nous déplacer	Baisse de la fréquentation des transports en commun par rapport à la période précédant la COVID	-62	-	-57	-65
	Les usagers des transports en commun qui opteraient pour une voiture si le service était réduit ou inexistant*	42	42	46	15
	Les personnes appliquant rigoureusement les mesures de distanciation sociale	38	35	34	29
Notre façon de travailler	Taux de chômage (août)*	10,9	11,6	12,8	10,3
	Les ménages déclarent avoir subi une perte d'emploi	17	19	18	16
	Impact sur les revenus personnels	23	25	27	17
Notre façon de soigner	Les ménages constatent un impact élevé sur l'accès aux soins de santé*	30	33	20	49
	« Très préoccupé » par le retour des enfants à l'école*	26	23	14	23
	Les ménages constatent des impacts élevés sur la santé mentale	38	38	42	35
Notre façon de gérer	La COVID a provoqué des difficultés financières au sein des ménages	25	28	28	31
	Un regard positif sur la reprise économique au Canada	24	26	26	27
	Les autorités locales et municipales sont performantes en matière de protection contre les risques sanitaires	60	59	65	59

¹ Advanis, Statistique Canada, TransitApp *Les taux pour les villes correspondent à ceux des RMR de Statistique Canada, avec les données de l'enquête sur la population active du mois d'août (publiées le 4 septembre).

UNE PERSPECTIVE RÉGIONALE APRÈS 200 JOURS

Par **Allison Ashcroft**

Le jour même où l'Organisation mondiale de la santé a déclaré que l'épidémie de coronavirus était une pandémie mondiale, des bénévoles du Grand Victoria sont descendus dans la rue pour effectuer le [Recensement ponctuel 2020 des sans-abri](#), identifiant 1 523 personnes sans domicile fixe, dont la majorité vit dans la rue dans le quartier de North Park où je vis et où je suis logé en toute sécurité. Parmi les résidents non logés de Victoria, 90 % ont au moins un problème de santé, 55 % ont déjà été placés en famille d'accueil, 44 % sont des femmes, 35 % des autochtones et seulement 12 % vivent dans la région depuis moins d'un an.

Réagissant rapidement à l'urgence de santé publique et à la fermeture de tous les refuges, la ville de Victoria, la Coalition pour mettre fin au sans-abrisme, Island Health et BC Housing ont créé un groupe de travail souple pour soutenir les personnes sans-domicile. Des règlements ont été mis en place pour permettre l'hébergement 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 dans les parcs de la ville et dans les véhicules garés ou les caravanes sur la voie publique. Le matériel de camping est offert gratuitement, aseptisé et distribué. Le parc Topaz, officiellement établi en tant que refuge extérieur avec services de restauration, soins de santé, réduction des risques et autres services de soutien, compte désormais 300 tentes. Une liste de noms est dressée pour permettre aux gens de se trouver un logement dès que des perspectives d'hébergement en intérieur se présentent.

Quelques semaines plus tard, une ordonnance provinciale est promulguée pour démanteler le refuge extérieur de Topaz. La ville et ses partenaires disposent d'un mois pour réaménager l'arène locale et d'autres installations publiques, tandis que BC Housing commence à acheter de vieux motels et bâtiments pour les convertir en logements supervisés. À ce jour, 340 personnes ont bénéficié d'un logement intérieur et d'un accompagnement. Bien que ces acquisitions représentent une collaboration sans précédent entre le gouvernement local et provincial et les organismes sans but lucratif, les personnes dont le nom se retrouve sur cette liste privilégiée ne représentent qu'une fraction de ceux qui ont besoin d'un logement et qui l'attendent.

Aujourd'hui, 200 jours après le début de la pandémie de la COVID-19, environ 210 personnes vivent dans les parcs de la ville de Victoria. Bien qu'il y en ait sans doute beaucoup plus qui vivent dans des situations de logement précaires, qui couchent sur le canapé d'un ami, qui sont logés dans des motels et qui vivent dans

des refuges, Victoria n'a jamais été aussi proche de « régler » le problème des sans-abri.

Et pourtant, les voix qui se font entendre le plus à Victoria ne plaident pas en faveur d'héberger ces plus de 200 personnes alors que les pluies hivernales et une deuxième vague de la COVID se profilent à l'horizon. C'est plutôt un cri de plus en plus soutenu pour « reprendre nos parcs » et des excuses offertes par les municipalités voisines pour refuser le logement avec services de soutien pendant cette crise de santé publique. À un moment donné, dans les cent derniers jours de la pandémie, on a pu constater que l'aide communautaire à tout prix a été remplacée par une aide conditionnelle. Les critiques à l'encontre de la règle en faveur du camping 24 h sur 24 et 7 jours sur 7 de la ville, et à l'encontre du maire, du conseil et du personnel de Victoria, sont devenues acerbes. Le sans-abrisme est un problème national complexe qu'il est facile de confondre avec un problème local.

Alors que les possibilités d'hébergement en intérieur diminuent et que les quartiers et les municipalités voisines s'opposent au camping dans leurs parcs ou à l'occupation de leurs bâtiments, la majorité des personnes qui cherchent un abri se retrouvent dans les trois acres de Central Park, à quelques pâtés de maisons de chez moi. Après 100 jours de COVID, on comptait en moyenne 12 tentes dans Central Park ; aujourd'hui, après 200 jours, le nombre de tentes s'élève à 102.

Avant la pandémie, Central Park servait de cour arrière non officielle pour les résidents des appartements de location qui représentaient 70 % du quartier. Aujourd'hui, la plupart des familles qui ont la possibilité d'utiliser un autre parc ou de passer du temps confortablement chez elles ont cessé de le fréquenter. L'utilisation de la salle de sport extérieure, de l'aire de jeux pour enfants et des terrains de sport a été considérablement réduite. Les parents de la mosquée d'en face et les enfants des nombreux complexes de logements subventionnés des environs choisissent de ne pas jouer dans le parc.

Mais, ces derniers jours, nous assistons à un tournant plutôt qu'à un point de basculement. Des relations se nouent entre les résidents logés et non logés, et une communauté émerge dans le campement. L'association de quartier a établi un roulement pour la confection de sandwichs et créé des liens avec les résidents du campement. Les prestataires de services et les membres de la communauté vivant à proximité des logements s'y arrêtent régulièrement pour leur donner de la nourriture, des couvertures et des masques. Des réunions communautaires sont programmées

et promues, les résidents, qu'ils soient logés ou non, sont invités. Les résidents vivant dans le parc se regroupent en sous-communautés, nommant un comité de sécurité pour patrouiller dans le parc par roulement tandis qu'une autre personne s'est désignée comme responsable de la salubrité.

Un résident du parc a installé une tente pour accueillir les utilisateurs du parc qui ont des questions, pour garder les dons en ordre et pour s'assurer que les fournitures de réduction des risques demeurent en stock. Il dit que pour la première fois en trente ans, il a l'impression de ne pas être le seul à pousser cette boule de neige géante vers le haut. Il a l'impression que cette fois-ci, c'est différent. Il est plein d'espoir. Le service des règlements de la ville lui demande son avis sur l'emplacement des tentes dans les autres parcs. Le service d'engagement de la ville travaille avec lui pour élaborer un document d'information sur les nouveaux règlements. De nouveaux règlements ont été adoptés, mais leur application n'aura pas lieu tant qu'il n'y aura pas eu de consultation réfléchie et délibérée avec les personnes concernées.

Les habitants du parc sont enfin reconnus comme étant des experts en matière de sans-abrisme, et ils sont invités à s'asseoir à la table où les décisions sont prises. Pour une fois, le principe « rien sur nous, sans nous » est en vigueur. Les résidents du campement sont de fervents défenseurs du concept de logement d'abord. Ils expliquent que le manque de stabilité et de sécurité qui accompagne la précarité du logement et le sans-abrisme est un obstacle à tous les aspects de leur vie. Ils plaident en faveur de logements locatifs réellement abordables auxquels ils pourraient accéder grâce à l'aide au logement de 375 \$ par mois.

Et en attendant le financement fédéral pour le logement avec services de soutien, ils préconisent des solutions à court terme au sans-abrisme qui tiennent compte des besoins fondamentaux, tout en assurant leur dignité et autodétermination et en offrant un soutien. Les personnes sans domicile nous disent depuis des décennies ce dont elles ont besoin. Il nous appartient de relayer ces appels à l'action.

À propos de l'auteur

Allison Ashcroft est directrice générale de Canadian Urban Sustainability Practitioners et membre de longue date du conseil d'administration de North Park, qui est situé dans le centre urbain de Victoria, en Colombie-Britannique, sur le territoire non cédé des peuples Lekwungen.



À propos de l'Institut urbain du Canada

CUI est l'Institut urbain du Canada. Nous sommes la plateforme nationale qui abrite ce qui se fait de mieux dans le domaine de l'urbanisme au Canada — où les décideurs politiques, les professionnels de la ville, les chefs d'entreprises et leaders citoyens, les activistes communautaires et les universitaires peuvent apprendre, échanger entre eux et collaborer les uns avec les autres d'un océan à l'autre. Grâce à la recherche, l'engagement et la communication narrative, notre mission est de faire en sorte que le Canada construise des villes dynamiques, équitables, agréables à vivre et résilientes.